

Toute l'Algérie doit suivre la Kabylie, selon Nouredine Boukrouh

L'ex-ministre de l'économie M. Nouredine Boukrouh estime nécessaire la généralisation du model politique kabyle sur le reste de l'Algérie.

Analysant la situation politique qui prévaut dans le pays, Boukrouh dira que le départ du régime ne sera possible qu'avec l'adoption du model politique kabyle par tous les Algériens. '' Si toute l'Algérie avait été la Kabylie, combien resterait-il à vivre au pouvoir ?'', s'interroge-t-il dans une contribution postée sur [sa page facebook](#). '' La réponse est entre vos mains, Algériens et Algériennes des autres régions et de tous bords politiques et idéologiques. La Kabylie a fait ce qu'elle devait faire, c'est-à-dire aller jusqu'au bout de son engagement dans le « Hirak » pour une Algérie unitaire et meilleure. A vous de voir ce que vous devez faire pour qu'elle soit aujourd'hui l'incarnation de toute l'Algérie et éviter ainsi son exclusion de l'ensemble national'', répond à sa propre question.

''La région centrale du pays, la Kabylie, qui n'a pas élu l'actuel président, qui n'a pas approuvé l'actuelle Constitution, et qui ne va pas être représentée dans les prochaines Assemblées va se retrouver en apesanteur, sans orbite, sans amarres avec l'Algérie'', écrit-il.

Il ajoute : ''Si le pouvoir est incapable de comprendre qu'il est en train de détacher en pointillés la Kabylie, qu'il va l'acculer à la sécession à long terme, il faut lui faire un dessin. Je répète donc : l'Algérie sans la Kabylie est apparue clairement à la vue – à moins d'être aveugle – avec la non-participation de cette région à l'élection présidentielle, puis avec l'acceptation par le pouvoir des résultats du référendum sur la Constitution sans elle et, bientôt, avec sa non-participation à l'élection législative''.

Où vont nous conduire les prochaines élections législatives si elles se tiennent contre le bon sens, l'avis du « Hirak », le vœu de la majorité de la population et, surtout, au prix de l'exclusion de la Kabylie de la vie nationale, s'interroge l'ex-ministre, avant d'apporter une réponse : ''Cela équivaldrait à une trahison nationale, à l'atteinte suprême à l'intégrité, l'unité, la souveraineté et l'indépendance du pays. Ceux qui y auront participé seront considérés comme complices de la destruction de l'Algérie. Pour quels gains ? ».